

Embargo: 17.01.2020, 19.00 heures

Halte à la décadence!

Discours de l'Albisgüetli du 17 janvier 2020 prononcé à l'occasion de la 32^e assemblée de l'Albisgüetli de l'UDC du canton de Zurich au stand de tir Albisgüetli à Zurich

par Christoph Blocher, anc. conseiller national et anc. conseiller fédéral

La version écrite pourra être consultée vendredi, 17 janvier 2020 dès 19 heures sur les sites internet www.blocher.ch, www.svp-zuerich.ch, www.svp.ch.

La vidéo du discours sera accessible samedi, 18 janvier 2020 dès 11 heures sur les sites internet www.blocher.ch, www.svp-zuerich.ch, www.svp.ch.

La version écrite et la version orale du discours font foi. L'orateur se réserve le droit de s'écarter même considérablement du manuscrit.

Table des matières

I.	Après les élections	3
II.	Priorités décadentes	5
III.	Où sont donc les associations économiques?	6
IV.	Le mode de décision du Conseil fédéral	6
V.	Pour une immigration mesurée	8
VI.	Menaces	10
VII.	L'importance de l'UDC	12

Monsieur le Conseiller fédéral,
Mesdames et Messieurs les Chargés de fonctions,
Chers Amis de l'UDC,
Chers Hôtes,
Chers Confédérés,
Mesdames et Messieurs,

I. Après les élections

"L'année est encore petite et au berceau.

*Le Père Noël est retourné dans sa forêt."*¹

C'est ainsi que commence l'année chez Erich Kästner.

Oui, l'année est encore petite et au berceau. L'UDC se réunit à l'Albisgüetli et se demande avec inquiétude: qu'apportera la nouvelle année?

Mesdames et Messieurs, la politique s'est – heureusement – arrêtée durant les fêtes de Noël et de fin d'année. Le moment est venu de lire, d'écouter ou, pour utiliser un terme journalistique, de "rechercher".

Les élections fédérales étaient le principal événement de ces dernières années, nous dit-on.

Tellement plus de jeunes, tellement plus de femmes, tellement plus de Verts, tellement plus de gens de gauche! C'est historique, nous dit-on!

Mais voyons un peu qui a été effectivement élu. S'agit-il de personnes qui peuvent faire état d'un bilan convaincant, d'expériences, d'un rapport effectif avec les réalités de la vie?

Je me réfère au site internet du Parlement qui, nous assure-t-on, est utile à la transparence.

- J'y trouve par exemple **Tamara Funciello**, PS. Elle aura bientôt 30 ans. Sa profession: "**étudiante**".
- **Franziska Ryser**, élue des Verts, a une plus grande expérience de la vie. Elle a 29 ans et sa profession est "**doctorante**".
- **Greta Gysin** (36 ans), également des Verts, annonce même une double profession: elle est **politologue et syndicaliste**. L'appartenance à un syndicat est donc considérée comme une profession. Le Parlement ne manque pas de politologues. Ils sont nombreux. Quant à **Delphine Klopfenstein** (43 ans), également des Verts, elle se dit **sociologue**.
Le bilan politique de **Greta Gysin** consiste sans doute surtout en son prénom. Du moins n'a-t-elle pas besoin d'apprentissage professionnel pour l'afficher.
- Mais on trouve plus progressiste en la personne de la verte-alternative **Manuela Wiechert** (52 ans) pour laquelle le Parlement suisse est déjà professionnel. Elle annonce en effet la profession de "**conseillère nationale**", mais préfère s'appeler "**première conseillère nationale du canton de Zoug**".

¹ Erich Kästner: Der Januar (1955), dans: Erich Kästner, Gesammelte Schriften, tome 1 Poésies, Zurich 1959, p. 353.

- On comprend dès lors que la socialiste **Ada Marra** (47 ans) ne veut pas être en reste. Elle aussi est de profession "**conseillère nationale**".
- La Verte **Isabelle Pasquier** (47 ans) a déjà franchi une étape supplémentaire. Voici sa profession: "**coordinatrice de l'initiative des Alpes**". Il s'agit là sans doute d'un emploi non résiliable puisque la votation sur l'initiative des Alpes remonte à 26 ans!

Poursuivons la lecture pour découvrir des professions sans cesse nouvelles.

- **Leonore Porchet**, élue des Verts, âgée de 30 ans, "**spécialiste en communication**".
- **Katharina Prelicz-Huber** (60 ans), en revanche, s'annonce comme "superviseure et consultante". Mais qui donc supervise-t-elle et quel diplôme professionnel lui permet de se déclarer "consultante"? Mystère. Cela dit, Madame Prelicz-Huber porte un nom avec un trait d'union. Elle est donc probablement mariée. Il est vrai que nous autres maris nous avons besoin de consulter. Je proposerai à ma femme - elle est jusqu'à ce jour enseignante de profession - d'y ajouter le terme de "consultante".
- **Valentine Python** (44 ans) des Verts, se dit même "**consultante scientifique**".
- En ce qui concerne **Aline Trede** (36 ans), élue des Verts, je me réjouissais déjà, car je pensais qu'elle était boulangère ou bouchère parce qu'elle affiche la profession de propriétaire d'une "**campagnerie**". Son modèle commercial? Je cite: "N'as-tu pas encore choisi de cadeau de Noël et n'as-tu pas envie de faire un cadeau inutile? Chez Sunraising tu as la possibilité d'offrir de l'électricité solaire. Viens chez nous et offre du soleil!" (Traduction de l'allemand). Il va de soi que le soleil d'Aline Trede n'est pas gratuit.
- Le plus honnête des Verts est sans doute **Nicolas Walder** (53 ans). **Il n'a pas de profession**. Enfin un homme qui avoue qu'il n'est rien. Quelqu'un a dit un jour que la profession la plus répandue parmi les élus politiques était "sans profession".
- Et voici **Niklaus Samuel Gugger** (53 ans), élu du PEV, qui se qualifie d'**entrepreneur social**. Ah, me suis-je dit, un collègue, car j'ai été toute ma vie durant un chef d'entreprise social, mais je ne savais pas que c'était un métier. Mais cet excellent Nik Gugger a fait du chemin: il est "docteur h.c.", donc docteur à titre honorifique. Mais où donc a-t-il obtenu ce beau titre? Je poursuis mes recherches. Et je trouve: **ce titre Dr. h.c. lui a été décerné par un institut privé indien, le "Kalina Institute of Industrial Technology" de Bhubaneswar, Odisha, Inde. Vous ne connaissez pas cette université? Que vous êtes mal informés! Elle a été fondée en 1992 par 11 étudiants et en 2017 l'Etat indien lui a interdit de porter le titre d'"Université"**.²

Voilà. Je préfère m'arrêter, car je commence à me sentir mal devant cette cohorte de sans profession, de porteurs de professions fantaisistes, d'imposteurs arborant des titres sans valeur, de tous ces gens qui sont désormais nos législateurs et qui contribuent à déterminer notre vie. Jusqu'ici, je savais et j'ai toujours dit: **tout un**

² Kalina Institute of Industrial Technology in Bhubaneswar, Odisha (Indien).
https://en.wikipedia.org/wiki/Kalinga_Institute_of_Industrial_Technology

chacun a son représentant au Parlement, les intelligents comme les imbéciles! Mais aujourd'hui je dois bien constater que les sans profession sont surreprésentés.

Et que font-ils au Parlement? Voici un exemple: **une des premières actions officielles de Manuela Weichelt**, la fameuse "première conseillère nationale du canton de Zoug", a été d'adresser une lettre aux services du Parlement, message qui intéresse tous les contribuables de ce pays. Je cite textuellement quatre revendications de cette dame:

1. **"J'ai déposé en décembre une facture pour mon cours de langue. Cette dépense est-elle payée au titre des indemnités de communication [...]?"**
2. Concernant le thème de **l'indemnité de distance**, elle renvoie à un courriel séparé.

Et voici comment se poursuit la lettre:

"3. Puis-je déposer par courriel la facture pour le séminaire d'introduction de l'EPFZ à Gerzensee ou dois-je vous l'envoyer par courrier postal?"

4. J'ai appris de mes collègues du groupe qu'un cours est proposé pour les interventions devant la presse en tant que présidente. Ce cours est-il aussi ouvert aux présidences des sous-commissions (CdG)? Comme je suis chargée de la présidence de la sous-commission Tribunaux [...], je serais très intéressée."³

II. Priorités décadentes

Avez-vous observé les thèmes retenus par le nouveau Parlement? Incroyable! Les **questions de genre** viennent en priorité!

Puis vient le **congé de paternité**. Tous les salariés sont appelés à payer des vacances à un petit nombre. Où prendre tout cet argent?

Aujourd'hui tous les professionnels, tous les artisans, toutes celles et tous ceux qui travaillent sérieusement doivent passer à la caisse. Ils paient et paient. Le parasitisme n'a plus de limite.

Comment s'étonner dans ces conditions que le **revenu à la libre disposition des citoyens ne cesse de baisser? Il est rongé par la hausse constante des prélèvements obligatoires, des déductions salariales, de la TVA, des taxes et redevances, des primes d'assurance-maladie, des prélèvements sociaux en général**. Mais où sont donc les **associations économiques**? Non seulement elles n'ont pas la force d'empêcher cette arnaque, mais elles la soutiennent même souvent.

Personne ne s'occupe de la classe moyenne. **Voilà, Mesdames et Messieurs, précisément la tâche de l'UDC comme parti de la classe moyenne.**

Prenez l'exemple de la **"stratégie énergétique" qui coûtera chaque année des milliers de francs aux ménages de ce pays**. Avant la votation populaire sur ce projet, la conseillère fédérale Doris Leuthard avait promis que la hausse du prix de l'électricité représentera au maximum 40 francs par famille.⁴ Aujourd'hui, nous

³ Courriel de Manuela Weichelt-Picard, "Première conseillère nationale du canton de Zoug", aux services du Parlement, 9.1.2020, 14:16:46 MEZ.

⁴ Stratégie énergétique 2050: „Sicher, sauber, schweizerisch“, srf.ch, 21.3.2017.

savons que, selon la première version adoptée par le Conseil des Etats, il faudra compter 1680 francs pour la seule première étape. La capacité de mentir sans rougir fait-elle partie des qualités professionnelles requises pour entrer au Conseil fédéral?

III. Où sont donc les associations économiques?

L'association économique faïtière economiesuisse n'a même pas eu la force de s'opposer à cette stratégie énergétique totalement fausse. Pourtant, les mesures qui en découlent renchériront massivement l'énergie, feront exploser les coûts des transports, affaibliront la compétitivité de nos entreprises et menaceront l'industrie suisse. Les entreprises devront en supporter les conséquences, et avec elles les travailleurs et les employés. **Pour les associations économiques, il est manifestement plus important de s'allier aux Verts et aux socialistes pour subordonner la Suisse à l'UE que de veiller à une politique économique efficace.**

Il en est ainsi également pour le congé de paternité qui coûte des prélèvements supplémentaires sur les salaires. D'abord, les associations économiques ont fait semblant de s'y opposer, mais quand un petit groupe interpartis a décidé de lancer le référendum, elles lui ont refusé leur soutien.

A chaque fois que l'Etat envisage d'augmenter les taxes et redevances et d'accélérer la redistribution, les associations économiques brillent par leur absence. Elles préfèrent se laisser porter par le courant et suivre l'opinion médiatique au lieu de faire le travail pour lequel elles ont été conçues.

IV. Le mode de décision du Conseil fédéral

Un autre signe de décadence, donc du déclin de la politique, est **la mauvaise habitude prise par le Conseil fédéral de laisser les "partenaires sociaux" prendre des décisions sur des problèmes politiques qui sont en réalité de sa compétence.**

Notre très élégant ministre du social, Alain Berset, qui fait bonne figure aussi longtemps qu'il n'est pas obligé de travailler, n'a pas réussi jusqu'à ce jour à présenter une seule solution convaincante dans le principal dossier de son département, les assurances sociales. Preuve d'un manque total de réflexion et d'imagination, la réforme de l'AVS repose uniquement sur de nouvelles recettes: hausse des prélèvements sur les salaires, de la TVA, des subventions fédérales. Et qui va payer? Les contribuables, les artisans, les salariés, la classe moyenne. Le coup sévère que cette réforme porte à l'économie, dont la solidité est essentielle pour notre prospérité, n'intéresse personne. Le deuxième pilier, donc la prévoyance professionnelle, est lui aussi ébranlé: l'âge moyen des rentiers augmente et les rentes sont de moins en moins assurées, aussi en raison de la politique monétaire de la Banque nationale. Aujourd'hui déjà, les jeunes subissent une expropriation massive dans la prévoyance professionnelle pour assurer des rentes menacées. Lorsque les fonds ne suffisent plus à payer les rentes, on prend l'argent des jeunes. Que fait Monsieur Berset dans cette situation: **il invite les partenaires sociaux à proposer une solution.** Et effectivement, les syndicats et les employeurs, qui semblent s'aimer tendrement, présentent une solution pour sauver le deuxième pilier.

Un Monsieur Berset manifestement ravi annonce le résultat. Quoi de plus beau en effet que de voir les employeurs et les syndicats se mettre d'accord!

Et le plus étonnant, c'est que cette solution proposée par deux acteurs, qui n'ont pas la compétence d'agir, est mise telle qu'elle en procédure de consultation. Pourquoi avons-nous encore besoin d'un Conseil fédéral? Ce que le gouvernement ne dit pas, c'est que cette fameuse solution ne fait souffrir ni les employeurs ni les syndicats, **car elle est financée par d'autres: les salariés actuels, donc les futurs rentiers, seront encore plus lourdement ponctionnés par les prélèvements sur les salaires et la redistribution. Ils supporteront les charges.** Une des meilleures observatrices de la politique fédérale, **Katarina Fontana, une journaliste expérimentée** travaillant autrefois pour la "NZZ" et aujourd'hui pour la "Weltwoche", a parfaitement résumé la situation:

"La réforme du deuxième pilier, que le Conseil fédéral a mise en consultation la semaine dernière, augmente la **redistribution, enlève 0,5% supplémentaire aux salaires des actifs et distribue l'argent aux retraités à la manière d'un arrosoir.** En revanche, le Conseil fédéral est réticent concernant le troisième pilier qui permet aux actifs d'épargner sous leur propre responsabilité en vue de leur retraite et qui prend une importance croissante alors que le premier et le deuxième pilier sont branlants. **Il ne veut rien savoir d'une extension de la prévoyance privée.**"⁵

Si les choses continuent sur cette ligne, nous serons bientôt dans la situation où **la jeune génération devra subventionner la génération précédente** même dans le deuxième pilier par des impôts et des prélèvements sur les salaires et ne pourra plus épargner pour constituer une réserve, surtout à une époque d'intérêts négatifs.

Il est choquant de constater que l'autorité politique se moque complètement du financement de la prévoyance vieillesse et renonce à l'assurer durablement. Cette même autorité ne cesse de parler de durabilité et promet d'offrir un avenir aux jeunes, mais toutes ces belles intentions ne comptent plus quand il s'agit de la prévoyance vieillesse.

Pendant ce temps l'Etat social est constamment étendu. La liste des agréments financés par la collectivité va du congé de paternité à une rente pont pour les chômeurs âgés qui est une conséquence de l'immigration de masse, en passant par des logements bon marché dont le manque est lui aussi un effet de l'immigration de masse. On refuse d'admettre la contradiction qu'il y a à prêcher une vie simple pour préserver le climat tout en réclamant deux semaines de vacances pour les papis et le subventionnement de logements. A l'opposé de la durabilité, cette politique est surtout hypocrite. Il est évident que celles et ceux qui songent effectivement aux générations à venir et qui refusent de se soumettre à l'air du temps doivent s'engager en 2020 pour une réforme réelle de la prévoyance vieillesse. C'est exactement ce que l'UDC propose depuis des années et cela vaut toujours.⁶

⁵ Katharina Fontana: Fertig lustig, dans: «Die Weltwoche» no 51, p. 15.

⁶ Politique sociale de l'UDC Suisse, 17 octobre 2008, <https://www.svp.ch/wp-content/uploads/B66D8056-5544-4A7F-BDE54FF267CA3FE2.pdf>

V. Pour une immigration mesurée

La décadence, donc le déclin dont il est question ici, est avant tout illustrée par une **immigration excessive et désastreuse** et par **l'encouragement public des faux réfugiés**. Conformément à la loi en vigueur, l'asile est réservé aux réfugiés authentiques, donc aux personnes dont la vie et l'intégrité physique sont menacées. **Les personnes admises provisoirement ne sont pas des réfugiés, mais des requérants d'asile dont la demande a été refusée.** Ils doivent donc être systématiquement renvoyés.

Mais notre plus grand problème, c'est la libre circulation illimitée accordée aux ressortissants des Etats membres de l'UE. Elle doit être rapidement levée et l'immigration doit être contrôlée comme le peuple et les cantons l'ont décidé en 2015 déjà et comme la stipule depuis la Constitution fédérale. Il faut enfin retrouver le sens de la mesure en politique d'immigration!

Mesdames et Messieurs, initialement personne en Suisse ne voulait de la libre circulation des personnes. Ecoutez ce que disait à l'époque le directeur exécutif de l'association economiesuisse, qui s'appelait alors "Vorort", bien avant l'introduction de la libre circulation des personnes: **"Le problème de la surpopulation étrangère se renforcera dans le contexte de l'intégration européenne. C'est cette dernière qui constitue la plus grande menace pour l'identité suisse." La libre circulation des personnes "signifie le début de la fin de la Confédération suisse", a-t-il ajouté.**⁷

Un rappel à l'adresse des beaux parleurs libéraux-radicaux qui qualifient bruyamment la libre circulation des personnes comme une institution indispensable au libre-échange: **Milton Friedmann, grand libéral et lauréat du Prix Nobel d'économie**, qui s'est engagée toute sa vie durant pour le libre-échange, a affirmé ceci: **on peut admettre la libre circulation pour tout et tout laisser fonctionner de manière autonome, sauf la libre circulation des personnes, à moins de supprimer partout les institutions sociales.**⁸

Nous voici donc au cœur de notre grand problème: **toute immigration est toujours une immigration dans les institutions sociales de notre pays!** Le problème, c'est que personne ne veut l'admettre. Les responsables ferment les yeux et appliquent le principe bien connu: "Ce que je ne vois pas, n'existe pas." Dans les années nonante, l'UE a exigé catégoriquement que la Suisse accepte elle aussi la **libre circulation des personnes**. Comme il fallait s'y attendre et comme de coutume, la classe politique n'a pas eu le courage de dire non. Comme toujours, elle a cédé à Bruxelles. Elle a obtenu l'aval du peuple grâce au rouleau compresseur composé de l'administration, du Conseil fédéral, du Parlement et des journalistes qui ont multiplié les informations mensongères. **La libre circulation des personnes n'aura pas d'effets négatifs**, nous a-t-on dit. Au maximum 8000 à 10'000 personnes immigreraient en Suisse. En réalité on en a compté 70'000 à 100'000 par an, soit sept à dix fois plus. Et aujourd'hui on nous dit que la situation s'est normalisée alors que la Suisse continue de subir une immigration de plus de 50'000 personnes par an!

⁷ Christoph Mörgeli: Vom Tiger zum Kätzchen, dans: «Die Weltwoche» no 36, 25.8.2016, p. 24.

⁸ Nef, Robert: Sozialstaat und Personenfreizügigkeit, dans: „Finanz und Wirtschaft“, 2.11.2016, p. 3.

Le peuple suisse a refusé ce développement et il voulait corriger cette erreur: en 2015 il a approuvé **l'initiative contre l'immigration de masse** qui réclamait la suppression de la complète libre circulation des personnes par le biais d'un article constitutionnel. **Le but était de permettre à la Suisse de gérer à nouveau de manière autonome l'immigration sur son territoire.** L'article constitutionnel réclame des **contingents, des plafonds et la préférence nationale.** En fait, le retour à un système qui a fait la preuve de son efficacité entre 1971 et 2007. Chargé de mettre en place une législation exécutant ce mandat constitutionnel, le Parlement a adopté un texte qui vise exactement dans le sens opposé. Il a en fait confirmé son soutien à la libre circulation des personnes. Il y avait à cette époque une majorité de traîtres à la Constitution dans la salle du Parlement. Notons que cela n'a pas changé aujourd'hui. **Sans gêne aucune, ces individus ont serré les rangs pour commettre leur trahison alors qu'ils ont tous juré fidélité à la Constitution fédérale.** Jamais encore la Suisse n'a été aussi grossièrement trahie!

Voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs, le peuple suisse votera une fois de plus le 17 mai 2020 sur l'initiative de limitation. Ce projet vise à limiter l'afflux d'immigrants en Suisse. **Il garantit que seules les personnes, dont l'économie a besoin et qu'elle ne trouve pas sur place, puissent entrer et travailler en Suisse.**

Mesdames et Messieurs, comment peut-on fermer les yeux devant cette réalité? Durant les 13 années écoulées, soit depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, un **million de personnes sont venues s'établir en Suisse.** Un million d'habitants de plus! **La Suisse compte aujourd'hui autant d'habitants que l'Autriche, mais elle n'a que la moitié de la surface de sa voisine.** Vous connaissez le résultat de cette situation: **le stress dû à la promiscuité:**

- **bétonnage massif des paysages**, notamment dans le canton de Zurich, car un million de personnes ont besoin de 454'000 logements supplémentaires.
- **perte de terres agricoles**, car pour recevoir ce million de personnes il a fallu couvrir de constructions une surface équivalente à plus de 57'000 terrains de football.
- **bousculades dans les transports publics.**
- **bouchons sur les routes**, car un **million de personnes utilisent 543'000 voitures et 789 bus.**
- **Il faut plus d'écoles, d'enseignants, de médecins, de personnel soignant**, car un million d'habitants supplémentaires ont des enfants, des voitures, veulent voyager, tombent malades. Et ainsi de suite. La situation s'aggrave d'année en année et le stress dû à la promiscuité augmente sans cesse. De nouvelles générations grandissent et lancent leurs propres revendications. La Suisse est écrasée. Cela nous conduit inévitablement vers l'abîme. Je vous prie aussi de songer à **notre environnement:**
- raréfaction des terres agricoles.
- moins d'espaces et de surfaces libres.
- structures surexploitées dans tous les domaines: un million d'habitants consomment deux milliards de kWh d'électricité. Comment produire ce courant? Cette quantité d'électricité équivaut à 500 nouvelles éoliennes ou à plusieurs usines électriques au gaz supplémentaires qui émettront du CO₂ alors que l'on voulait justement éviter cela. Un million de personnes consomment 59 millions de litres d'eau potable! **Nous avons aujourd'hui l'air le plus propre, l'eau la plus**

propre et le sol le plus propre, mais cela ne durera pas. L'immigration de masse détruit notre environnement, notre qualité de vie et notre prospérité.

Car:

- l'immigration démesurée menace nos emplois, notamment ceux des travailleurs âgés.
- le **taux de chômage suisse** est aujourd'hui déjà plus élevé que celui de l'Allemagne. Chez les plus de 56 ans, la quote-part de l'aide sociale a augmenté de plus de 140% depuis l'introduction de la libre circulation des personnes. Dans la perspective de l'initiative de limitation, le Conseil fédéral a cédé à la panique et c'est empressé de créer de toutes pièces une nouvelle institution sociale sous la forme d'une "rente pont" alors qu'il ne sait même pas comment financer durablement les institutions sociales existantes. Mais il y a plus grave: grâce à cette rente pont, il sera encore plus facile pour les entreprises de remplacer des collaborateurs nationaux âgés par une main-d'œuvre importée jeune et bon marché.
- immigration de masse incontrôlée signifie également immigration de masse dans les institutions sociales. Aujourd'hui déjà, les étrangers sont proportionnellement deux fois plus nombreux à vivre des assurances sociales que les Suisses.
- il y a plus d'étrangers au chômage et plus d'étrangers dans les prisons. Il faudrait étendre cette analyse à d'autres domaines, par exemple aux absences pour cause de maladie.
- **depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, la prospérité calculée par habitant stagne.**
- la hausse constante de la densité démographique entraîne des régulations et une bureaucratie supplémentaires et la **pression sur les salaires** augmente.

VI. Menaces

Mesdames et Messieurs, je suis toujours surpris de voir à quel point les gens se laissent impressionner par les menaces des partisans d'une adhésion à l'UE. Ces manipulateurs profitent du manque de mémoire des électeurs!

Mais l'UDC ne doit pas se laisser impressionner par ces menaces économiques qui sont toujours fondées sur de faux pronostics. Nous avons fait des expériences concrètes à ce propos:

- les plus âgés d'entre nous se souviennent sans doute des pronostics lancés avant la votation sur le traité EEE/UE en 1992: un refus de l'EEE serait désastreux pour l'économie, nous a-t-on dit. Le franc suisse perdrait la confiance internationale et s'effondrerait. Les différences de taux d'intérêt disparaîtraient, les actions chuteraient, le chômage augmenterait, la jeunesse n'aurait plus d'avenir. Le soir de la votation, le conseiller fédéral Delamuraz a parlé d'un "dimanche noir". Or, la conséquence de ce vote a été juste inverse: la semaine suivante, le cours des actions et du franc suisse est reparti à la hausse. Et cela dans une période de dure récession!

Je m'adresse au plus jeunes en les invitant à observer attentivement les événements. Des mois durant – également en 2019 – l'UE n'a cessé de menacer la Suisse: si toi, petite Suisse, tu ne signes pas l'accord-cadre institutionnel, nous, la puissante UE, nous ne reconnaitrons pas l'équivalence de la bourse

suisse. Le 16 juin 2019, le quotidien "NZZ" notait que la Suisse devrait signer l'accord institutionnel – donc avant les 1^{er} juillet 2019 – faute de quoi l'équivalence boursière ne serait pas prolongée, si bien que la Suisse et, surtout, sa place financière auraient de graves difficultés.

Que s'est-il passé? Le Conseil fédéral n'a pas signé l'accord, l'équivalence boursière n'a pas été prolongée et le Conseil fédéral, dans un acte d'une intelligence peu coutumière pour lui, a décidé que dans ce cas les actions suisses ne seraient négociées que dans les bourses suisses. Cela a été fait et que s'est-il passé, Mesdames et Messieurs? **Juste l'inverse de ce qu'avaient annoncé les associations économiques, les médias du groupe TA, la NZZ, etc.** La publication économique "Finanz und Wirtschaft" a noté ce qui suit ces derniers jours: "La bourse suisse SIX profite depuis la suppression de la reconnaissance par l'UE, ladite équivalence boursière, d'un volume d'échanges plus élevé. Cela parce que le Conseil fédéral a décidé, en réaction au refus de l'UE de reconnaître l'équivalence boursière, d'interdire la négociation d'actions suisses dans l'UE."⁹

Et voici, Mesdames et Messieurs, l'élément décisif: **Durant les trois premiers mois sans équivalence boursière, le chiffre d'affaires a dépassé de 38 à 51% le niveau de l'année précédente où l'équivalence boursière était reconnue.** Les transactions ont également augmenté, soit de 6,1%. Ce plan B, nous le devons au **conseiller fédéral UDC Ueli Maurer**. Il a réussi à l'imposer au gouvernement malgré les fortes réticences de celui-ci. Un grand merci, Monsieur le Conseiller fédéral!

Ces vaines menaces ont repris de plus belle face à l'initiative de limitation. Il va de soi que les entreprises qui ne trouvent pas en Suisse la main-d'œuvre dont elles ont besoin **pourront continuer d'engager des étrangers**. Il en était déjà ainsi avant 2007.

- Monsieur Pardini, que nous avons invité aujourd'hui, nous présentera sans doute sous la forme de scénario d'horreur la situation qui prévalait à l'époque. Toutefois, Monsieur Pardini, j'ai vécu durant ces années d'immigration modérée. **La Suisse et les travailleurs immigrés se portaient fort bien. Il n'existait pas de "conditions inhumaines" comme l'affirment aujourd'hui certains milieux en mal d'imagination.**
- On nous menace aussi de la résiliation des cinq traités du premier train d'accords bilatéraux. Vous verrez que rien de catastrophique ne se produira. C'est facile à analyser et à prouver dans le détail. **Ne vous laissez pas influencer par ces menaces. La véritable perte qui menace la Suisse est celle de sa particularité, de sa liberté, de sa démocratie, de sa neutralité, de sa souveraineté et de sa prospérité.**

Il n'est plus tolérable que les défenseurs d'intérêts particuliers imposent à la Suisse et à sa population les inconvénients énormes de la libre circulation des personnes.

⁹ Stefan Krähenbühl: Handelsumsatz an SIX steigt deutlich, dans: «Finanz und Wirtschaft», 8.1.2020, p. 11.

L'initiative UDC de limitation permet de corriger cette situation. Tout comme le Parlement britannique qui a refusé d'appliquer la décision populaire du Brexit, le Parlement suisse a refusé d'appliquer l'initiative contre l'immigration de masse. Il faut donc que le peuple suisse prenne les choses en main comme l'a fait le peuple britannique par le biais des récentes élections législatives. Assumant ses responsabilités face à notre pays, l'UDC dit clairement OUI à l'initiative de limitation. Notre devise, c'est la fermeté. L'UDC n'a pas besoin de menacer. Les graves inconvénients de la libre circulation des personnes sont visibles et perceptibles tous les jours.

VII. L'importance de l'UDC

Mesdames et Messieurs, saisissons cette occasion de la 32^e assemblée de l'Albisgüetli pour nous rendre compte une fois de plus de l'importance de l'UDC pour notre pays. Ce n'est pas par hasard que l'UDC est depuis 12 ans le parti le plus fort de Suisse. Mais les succès électoraux passent après le succès de notre pays. Souvenez-vous: dans les années septante, l'UDC était à peu près dans la situation dans laquelle se trouve actuellement le PDC avec sa part de quelque 10% aux suffrages. Aujourd'hui, nous sommes – et de loin – le premier parti de Suisse, position que nous défendons depuis 12 ans.

Les succès obtenus sont considérables:

- **sans l'UDC, la Suisse serait aujourd'hui dans l'UE.** C'eût été la fin de la démocratie suisse, de la liberté de la Suisse, de la souveraineté de la Suisse!
- grâce à **l'initiative UDC sur l'or**, les réserves monétaires de la Banque nationale n'ont pas été versées dans un dit "**fonds de solidarité**" qui reposait sur un honteux chantage.
- grâce à l'UDC, **l'impôt successoral a été supprimé, du moins pour les membres de la famille**, dans le canton de Zurich et dans beaucoup d'autres cantons.
- grâce à l'UDC, **le droit d'asile est moins laxiste**, mais **son application négligente** continue d'exiger notre vigilance. Voilà une tâche pour nos conseillers nationaux et fédéraux!
- grâce à l'UDC et son initiative pour le renvoi, **les étrangers criminels sont plus souvent expulsés** après avoir purgé leur peine. **L'initiative de mise en œuvre** a augmenté cette pression bien qu'elle ait été refusée.
- grâce à l'UDC et son **initiative contre l'immigration de masse**, la Constitution comporte un article exigeant que **la Suisse gère de manière autonome l'immigration, si bien que la libre circulation des personnes est constitutionnellement interdite. Au Parlement, les ennemis de la liberté ont certes refusé d'appliquer la volonté du peuple, devenant ainsi des traîtres à la Constitution fédérale.** Mais nous pourrons corriger cela dans l'urne le 17 mai 2020 et faire enfin respecter la volonté populaire.
- grâce aux conseillers fédéraux UDC, les menaces et tentatives de chantage de l'UE concernant l'équivalence boursière n'ont pas eu d'effet. La bourse suisse se porte mieux que jamais.

- le département de notre second conseiller fédéral, Guy Parmelin, ministre de l'économie, a pris toutes les mesures nécessaires pour maintenir sans changement nos bonnes relations avec la Grande-Bretagne même après le Brexit. Merci, Monsieur Parmelin!
- le groupe UDC a lui aussi su agir avec prévoyance. Ce n'est que grâce à lui que le PLR n'est aujourd'hui pas représenté par **Pierre Maudet** au Conseil fédéral. La gauche et des parties du PLR ont à l'époque voté pour le Genevois. L'UDC s'est rapidement rendu compte du caractère de ce personnage qui n'a reçu aucune voix de notre parti! Imaginez donc que le radical-libéral Pierre Maudet siège aujourd'hui au Conseil fédéral grâce aux voix du PS, de parties du PLR et du PDC! L'UDC attend en vain jusqu'à ce jour un mot de remerciement du PLR qu'elle a préservé d'un tel malheur. **Plutôt commettre des erreurs que de donner raison à l'UDC, telle semble être la devise du PLR.**

Mesdames et Messieurs, **la décadence de nos adversaires politiques sera leur perte. Les théories fumeuses de quelques prétentieux intellectuels ne résisteront pas à la réalité de la vie.**

L'UDC fait face à l'avenir dans une attitude sereine et réaliste. Son réalisme est confiant, mais non pas prétentieux. Il vaut mieux calculer que rêver. Notre poète zurichois Gottfried Keller l'a exprimé ainsi: **"Il vaut mieux ne rien espérer et faire ce qui est possible que de s'exalter et de ne rien faire."**¹⁰

C'est dans cet esprit que l'UDC se met au travail – même si les décadents nous critiquent, nous dénigrent, nous couvrent de boue. **Nos efforts courageux porteront des fruits.** Mais uniquement si nous ne nous relâchons pas, si nous ne renonçons pas, si nous ne mollissons pas. N'oublions jamais ceci: nos objectifs sont véritablement grands, car ils visent la particularité de la Suisse, de ce pays unique au monde.

- Vive la Suisse!
- Viva la Svizzera!
- Viva la Svizra!
- Es lebe die Schweiz!

¹⁰ <https://www.aphorismen.de/zitat/16178>